AD.

Conseil d'Etat
Section de Législation
- 1 7 02. 1976
Coordination

L. 12.404/2.

L
F/

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 7 octobre 1975, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relatif à la révision du Code pénal militaire", a donné le 16 décembre 1975 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 7e oktober 1975 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende herziening van het militair Strafwetboek", heeft de 16e december 1975 het volgend advies gegeven :

1953

Observations générales.

I. Plusieurs dispositions du chapitre premier du titre premier du Code de procédure pénale militaire compris dans la loi du 15 juin 1899 déterminent les personnes qui sont soumises au droit pénal militaire. Ces dispositions qui, en réalité, établissent le champ d'application du droit pénal militaire, sont de toute évidence des dispositions du droit pénal et non point des règles de procédure.

Bien que, selon les renseignements fournis par les délégués du Gouvernement, la révision de la procédure pénale militaire soit à l'étude, l'on ne sait si cette révision pourra être réalisée en même temps que celle du droit pénal militaire.

Le projet actuel devrait donc être l'occasion de rétablir entre la notion de droit pénal et celle de procédure pénale les distinctions qui s'imposent. En conséquence, les dispositions de droit pénal que contient le Code de procédure pénale militaire devraient en être soustraites dès à présent pour trouver leur place dans le Code pénal dont le projet est actuellement soumis à l'avis du Conseil d'Etat.

Par ailleurs, les dispositions du Code de procédure pénale militaire destinées à demeurer dans ce Code, ainsi que les dispositions des lois particulières relatives à la procédure pénale militaire, devraient être revues afin de les mettre en concordance avec celles du futur Code pénal. Il en est ainsi notamment des articles 9, 13, 15, 22 (dont la modification est proposée à l'article 82 du projet)

.../...

du Code de procédure pénale militaire, et de l'article 7 de la loi du 25 juin 1921 sur la procédure par défaut devant la juridiction militaire.

II./Dans plusieurs de ses articles, le projet utilise l'expression "le militaire", sans qu'aucune disposition du futur Code, ni d'ailleurs d'aucune autre loi, détermine d'une manière complète et précise à quels citoyens cette qualification s'applique./

Examen du projet.

Article 1er.

Pour des raisons de concordance générale, il convient d'écrire :
"... Code pénal, sans exception du chapitre VII et de l'article 85, est applicable ...".

Article 2.

Si l'intention du Gouvernement n'est pas de laisser à l'autorité chargée de l'exécution capitale un droit d'appréciation quant à l'assistance d'un ministre du culte ou d'un conseiller laïc, mais de donner au condamné un droit à cette assistance, les mots "peut être accompagné" qui figurent à l'alinéa 2, doivent être remplacés par "est accompagné".

Article 3.

Par souci de clarté, il est proposé de rédiger comme suit l'alinéa 1er de cet article :

.../...

"Aux conditions à déterminer par le Roi, et par dérogation aux articles 26 et 29 du Code pénal, les peines ... de détention. Il en est de même ... autres personnes condamnées par une juridiction militaire en temps de guerre ou à l'étranger".

Article 4.

Les régimes des périodes de semi-détention et des arrêts de fin de semaine auxquels le projet fait allusion, n'ont été institués par aucune disposition législative ou règlementaire, mais par de simples circulaires ministérielles.

Afin d'éviter que le texte se réfère à des modes d'exécution de peines qui sont dépourvues de fondement légal, il est proposé de rédiger l'article 4 de la manière suivante :

"Article 4.-
Sauf dispositions législatives contraires et à l'exception des cas où le régime pénitentiaire appliqué ne ferait pas obstacle à l'accomplissement du service normal, le temps durant lequel le condamné ...".

Article 5.

Au § 2, il y a lieu de supprimer le mot "Seules". L'intention du Gouvernement paraît être de rendre applicable l'article 123sexies du Code pénal, ce qui déroge au § 1er.

.../...

Article 6.

L'alinéa 2 de cet article soulève la question de savoir si, en cas d'interdiction des droits énumérés à l'article 31, 1° ou 6°, le retrait du grade et le renvoi de l'armée sont suspendus jusqu'à révocation du sursis lorsque cette peine a été prononcée avec sursis, alors que d'autres interdictions auraient également été prononcées sans sursis.

Plusieurs dispositions législatives prévoyent, en effet, qu'entraîne de plein droit le retrait du grade : "... l'interdiction à perpétuité ou à temps de l'un des droits énumérés à l'article 31 du Code pénal, prononcée sans sursis" (loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve, articles 11 et 60; - loi du 27 décembre 1961 portant statut des sous-officiers du cadre actif des forces terrestre, aérienne et navale, articles 14 et 52), et qu'est exclu du service : "... celui qui est privé par interdiction ou déchéance, du droit de servir dans l'armée ..." (lois sur la milice coordonnées le 30 avril 1962, article 15).

Si l'article 6, alinéa 2, devait être pris dans un sens absolu, il en résulterait cette situation paradoxale qu'une condamnation sans sursis à l'une des interdictions prévues à l'article 31, 2° à 5° du Code pénal entraînerait de plein droit le retrait du grade, alors que si à ces peines venait s'ajouter celle de l'interdiction -prononcée avec sursis- des droits énoncés au 1° ou au 6° de cet article, le retrait du grade et le renvoi seraient suspendus.

.../...

Les délégués du Gouvernement ont déclaré à ce sujet que l'intention du Gouvernement est que le retrait du grade et le renvoi de l'armée ne soient pas la conséquence d'une condamnation qui n'a pas prononcé ou qui n'a prononcé qu'avec sursis une interdiction des droits énumérés à l'article 31, 1° ou 6° du Code pénal. Dans ces conditions, la rédaction de l'article 7 du projet doit être revue et il y a lieu, en outre, de modifier les dispositions législatives rappelées plus haut afin de les mettre en concordance avec l'article 6 du Code en projet.

Article 7.

Cette disposition punit comme complice d'un crime ou d'un délit le supérieur qui, ayant le pouvoir d'empêcher un subordonné de commettre un crime ou un délit dans l'exercice de ses fonctions "ou en milieu militaire" s'abstient d'user de son autorité ou d'aviser l'autorité compétente.

Les textes de droit pénal étant de stricte interprétation, il y a lieu de définir ce qu'il faut entendre par "milieu militaire".

Les délégués du Gouvernement ont signalé au Conseil d'Etat qu'il n'est pas possible de donner une définition précise de cette expression. Ils se sont déclarés d'accord pour la remplacer par "dans un milieu soumis à l'autorité militaire".

.../...

Article 8 à 12

Ces articles devraient figurer en tête du Code dans un chapitre consacré aux définitions des termes utilisés.

Article 9.

Il y a lieu de lire "Est allié de la Belgique, au sens du présent Code, ...".

Article 11.

Aucun élément du texte ou de l'exposé des motifs ne permet de déterminer ce qu'il faut entendre par "unité pouvant être rapidement aux prises avec l'ennemi". A défaut de fournir une définition exacte dans le texte, l'exposé des motifs pourrait être plus précis et donner au besoin des exemples.

Quant au texte, les délégués du Gouvernement, se sont déclarés d'accord sur la rédaction suivante : "...d'une unité qui est engagée ou qui peut être rapidement engagée avec l'ennemi ou qui est soumise à ses attaques".

Intitulé du chapitre II.

Il est proposé d'écrire : "Infractions aux obligations militaires".

Article 13.

Interrogés sur la question de savoir si dans la dernière hypothèse qui figure in fine de cet article, celui-ci s'applique en temps de paix et en temps de guerre, les délégués du Gouvernement ont répondu par l'affirmative.
Le texte devrait le préciser et l'exposé des motifs être mis en harmonie.

.../...

Article 14.

La fin de l'alinéa 2 devrait recevoir la rédaction suivante, qui correspond aux intentions du Gouvernement telles qu'elles ont été portées à la connaissance du Conseil d'Etat : "Toutefois n'est pas déserteur ... service militaire et qui, dans les 24 heures, a rejoint son unité ou a manifesté son intention de la rejoindre".

Article 15.

La deuxième des trois hypothèses prévues à cet article serait plus clairement exprimée si elle était rédigée comme suit : "soit, lorsqu'il sait que l'unité à laquelle il appartient est engagée dans une opération armée à laquelle il doit participer".

A la fin de l'article, l'expression "armée étrangère" est, selon les intentions du Gouvernement portées à la connaissance du Conseil d'Etat, toute armée qui n'est pas l'armée belge.

Article 16.

Cet article reprend partiellement l'article 107 des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962. Les délégués du Gouvernement ont marqué leur accord pour que ce dernier article dont l'article 83, 6°, prévoit l'abrogation, soit repris complètement dans l'article 16 du projet.

Articles 17 et 18.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 17.-
Est coupable de désertion à l'ennemi et puni de mort le militaire qui passe à l'ennemi".

"Article 18.-
Est coupable de désertion en présence de l'ennemi et puni de la réclusion, le militaire qui, étant en présence de l'ennemi, abandonne son unité".

Les délégués du Gouvernement se sont déclarés d'accord sur cette rédaction.

Article 19.

Selon les explications fournies au Conseil d'Etat cet article punit le chef d'un complot ourdi en vue de la désertion et ayant eu cet effet.

Le texte devrait dès lors être rédigé comme suit :

"Le chef d'un complot tendant à la désertion ou à l'absence ... et suivi d'effet est puni ...".

Article 20.

La rédaction de cet article doit s'inspirer de celle qui est proposée pour l'article 19.

Article 21.

La rédaction de cet article devrait s'inspirer de celle de l'arrêté-loi du 13 novembre 1915, complétant le Code pénal militaire en ce qui concerne les mutilations volontaires, dont l'abrogation sera proposée ci-après.

Observation générale sur les dispositions du chapitre III et suivants :

Pour des motfis de concordance générale, il est recommandé de faire débuter chaque article par l'indication de la peine qui sanctionne l'infraction y prévue, comme il est fait dans le Code pénal du 18 juin 1867 (Est puni de ... le militaire qui ...).

Article 22.

A l'avant dernière des infractions réprimées par cet article, il serait plus conforme aux intentions exprimées par les délégués du Gouvernement d'écrire "cause la capture ..." ou de reprendre une rédaction inspirée des termes de l'exposé des motifs.

La rédaction de la dernière des infractions réprimées par cet article devrait s'inspirer de la précédente ou les deux infractions être fusionnées dans un seul texte.

Article 29.

L'outrage à l'armée est une notion nouvelle et au demeurant peu précise. Si une définition ne peut en être donnée, l'exposé des motifs pourrait tout au moins fournir des exemples de ce qu'il faut entendre par cette expression.

Article 34.

La cause de justification prévue à l'alinéa 3 paraît trop étendue si l'on rappelle notamment les exigences de l'article 15 de la Convention européenne des droits de l'Homme.

Cette disposition prévoit qu' "en cas de guerre ou en cas d'autres dangers publics menaçant la vie de la nation toute Haute Partie Contractante peut prendre des mesures dérogeant aux obligations prévues par la présente convention, dans la stricte mesure où la situation l'exige et à la condition que ces mesures ne soient pas en contradiction avec les autres obligations découlant du droit international". De plus, le paragraphe 2 de l'article 15 n'autorise aucune dérogation ni à l'article 2 de la Convention quand il s'agit d'homicide jugé illicite en vertu du droit de la guerre, ni à l'article 3 (prohibition de la torture, des peines et des traitements inhumains et dégradants), ni à l'article 7.

La Convention européenne des droits de l'Homme contient donc un critère objectif qui ne permet en aucun

cas la justification de certains des actes qu'il prohibe, notamment les homicides intentionnels illicites en vertu du droit de la guerre ni la torture ou les traitements inhumains ou dégradants.

La seule lecture du texte de l'article 34, alinéa 3, de la loi en projet pourrait permettre de croire que, en cas d'opération armée, l'intérêt vital de la nation justifie le supérieur de donner un ordre qui contreviendrait aux règles de droit international.

Il conviendrait dès lors de compléter le troisième alinéa par une disposition qui pourrait être rédigée dans les termes suivants :

"Cette cause de justification n'est pas admise si la mesure ordonnée est en contradiction avec les obligations découlant du droit international".

Cette précision paraît d'autant plus nécessaire que l'exposé des motifs, cependant très développé, ne contient aucune allusion dans son commentaire de l'article 34, alinéa 3, aux limites prescrites par le droit international et notamment par l'article 15 de la Convention européenne des droits de l'Homme.

Article 49.

Cette disposition appelle une critique analogue à celle qui a été formulée à propos de l'article 34, alinéa 3, dans la mesure où elle confère au supérieur un droit général de vie et de mort notamment pour rallier

les fuyards, enrayer une mutinerie en présence de l'ennemi ou d'une bande armée ou encore arrêter le pillage ou la dévastation ou bien encore un désordre grave de nature à compromettre la sécurité d'un aéronef ou bien d'un navire de mer. Il y a lieu d'ajouter que la disposition ne précise pas qui peut être l'objet de cette mesure capitale et quel doit être le rapport ou le degré de participation de celui qui en est l'objet avec le désordre à enrayer.

A la limite, une telle disposition pourrait servir à couvrir n'importe quelle pratique à effet dissuasif sans excepter des exécutions pour l'exemple.

L'article 49 en projet paraît inspiré de l'article 440 du Code de justice militaire français, rédigé dans les termes suivants :

"Article 440.-

Est puni de six mois à cinq ans d'emprisonnement tout militaire qui, hors le cas de légitime défense de soi-même ou d'autrui, exerce des violences sur un subordonné. Toutefois, il n'y a ni crime ni délit si les violences ont été commises à l'effet de rallier des fuyards en présence de l'ennemi ou de bande armée ou d'arrêter soit le pillage ou la dévastation, soit le désordre grave de nature à compromettre la sécurité d'un bâtiment de la marine ou d'un aéronef militaire.

Si par les circonstances dans lesquelles elles ont été commises ou par leurs conséquences, les violences constituent une infraction plus sévèrement réprimée par le Code pénal, elles sont punies des peines que ce code prévoit".

Commentant cette disposition dans son rapport au congrès de Dublin de 1970, M. Paucot, avocat général à la cour de cassation de France, a précisé que les violences permises devaient en tout cas être comprises dans un sens restrictif et que le supérieur qui commanderait à un militaire de fusiller le meneur d'une mutinerie ne saurait invoquer légalement cet article 440 :

"Tout militaire sait qu'il n'appartient à aucun chef de décider sans jugement de la mort d'un homme" (Revue de droit militaire et de droit de la guerre 1971, I, p. 175).

Or l'article 49 du Code pénal militaire en projet étend de manière très considérable la solution de l'article 440 du Code de justice militaire français en justifiant l'homicide, ce qui inclut donc un meurtre intentionnel.

Article 54.

Les armes à feu ne figurent pas dans la liste des objets de grand équipement. L'article 54, alinéa 1er ne sera donc pas applicable lorsque l'objet détourné,

dissipé ou non reproduit sera une arme à feu et l'alinéa 2, qui commence par le mot "toutefois" et qui se rattache donc intimement à l'alinéa 1er, envisage une hypothèse non réalisable.

Afin de traduire exactement les intentions du Gouvernement, il faut écrire à l'alinéa 1er :

"Les objets de son grand équipement ou une de ses armes ... s'il s'agit d'une arme à feu.

"Absence de son unité", cette expression étant définie par l'article 8, alinéa 1er du projet.

Le passage de l'exposé des motifs relatif à cet article fait référence au règlement de discipline du 15 mars 1815, lequel est abrogé par l'article 49, 8° de la loi du 14 janvier 1975 portant le règlement de discipline des forces armées. La référence doit donc être revue.

Article 58.

Cette disposition punit plus sévèrement que ne le fait l'article 30 de la loi du 12 mai 1927 sur les réquisitions militaires, le militaire qui abuse des pouvoirs qui lui ont été conférés en cette matière. Par

contre, elle ne punit pas plus sévèrement le militaire qui "fait un usage illégitime du droit de réquisition" ou, en d'autres termes, qui exerce une réquisition sans avoir qualité pour le faire.

Bien que, d'après l'exposé des motifs, l'article 58 du projet s'inspire du Code de justice militaire français, il s'en écarte puisque l'article 443 de ce code réprime non seulement l'abus de pouvoir mais encore l'exercice, sans pouvoir, d'une réquisition.

Article 59.

Cette disposition punit d'un emprisonnement d'un mois à trois ans le militaire qui a contrevenu à l'une des prescriptions des conventions internationales en vigueur en Belgique, relatives notamment à la conduite de la guerre.

La peine prévue paraît très minime si on la compare aux dispositions du projet de loi relatif à la répression des infractions graves aux conventions internationales de Genève du 12 août 1949 (Chambre des représentants, session 1962-63, n° 577).

En effet, l'article 2 de ce projet de loi prévoit la peine de mort pour les infractions les plus graves (1°, 2° et 3° de l'article 1er) et la peine des travaux forcés

.../...

de 15 à 20 ans pour la seconde série d'infractions (4°, 5°, 6°, 7° et 8° du même article) tandis que l'infraction prévue au 9° est punie des travaux forcés de 10 ans à 15 ans.

Sans doute le début de l'article 59 en projet se réfère-t-il expressément aux dispositions pénales plus sévères, ce qui inclurait, si elles devaient entrer en vigueur, les dispositions du projet n° 577. Le délégué du Gouvernement a précisé que l'article 59 du Code pénal militaire en projet ne devrait s'appliquer qu'aux transgressions des dispositions de la Convention de Genève jugées les moins graves, infractions dont l'exposé des motifs contient une liste exemplative.

Toutefois, aussi longtemps que les dispositions du projet n° 577 ne seront pas entrées en vigueur, l'article 59 du projet sera, hormis les cas dans lesquels le droit pénal commun pourrait être invoqué, la seule disposition répressive réprimant la transgression des règles inscrites dans les Conventions de Genève de 1949. La peine qui y est prévue ne paraît pas proportionnée à la gravité de nombre de ces infractions.

Le Conseil d'Etat estime dès lors que l'entrée en vigueur du Code pénal militaire doit être précédée ou accompagnée de la mise en vigueur du projet n° 577.

Dans la mesure où la Belgique conclurait d'autres traités internationaux relatifs à l'un des objets énumérés à l'article 59 du Code pénal militaire en projet, il conviendrait aussi que le Gouvernement apprécie l'opportunité de soumettre aux Chambres législatives un projet de dispositions répressives dont la peine serait proportionnée aux transgressions graves de ces traités, puisque, d'après les informations données au Conseil d'Etat, l'intention du Gouvernement est de faire régir par l'article 59 du Code pénal militaire les infractions de moindre gravité.

Article 64.

La définition de l'ennemi donnée par l'article 10 du projet ne s'applique pas aux individus.

Il est dès lors suggéré de remplacer le terme "ennemi" par l'expression "ressortissant d'un pays avec lequel la Belgique est en guerre ou en conflit armé"./

L'article 64 se lirait alors comme suit :

"Article 64.-

Le militaire qui contraint le ressortissant d'un pays avec lequel la Belgique est en guerre ou en conflit armé à participer à une action de guerre contre son propre pays ou à en favoriser l'exécution est puni de la réclusion.

.../...

Il n'y a toutefois pas d'infraction lorsqu'au moment des faits, ce ressortissant possède également la nationalité belge ou est assujetti aux obligations militaires en vertu de la loi belge".

Articles 80 et suivants.

1. Il y a lieu de mettre le texte de l'article 2 de la loi du 24 mars 1846 sur la vente des effets militaires en concordance avec les nouvelles dispositions. Le texte suivant est proposé :

"Article 80.-

L'article 2 de la loi du 24 mars 1846 sur la vente des effets militaires, modifié par la loi du 14 janvier 1975, est remplacé par la disposition suivante :

> "Article 2. Les complices du délit prévu à l'article 1er seront punis des mêmes peines que les auteurs; toutefois, aux personnes soumises aux lois militaires, sont applicables les articles 51 à 54 du Code pénal militaire ainsi que l'article 21, § 2, 1°, et l'article 22, § 1er, de la loi du 14 janvier 1975 portant le règlement de discipline des Forces armées".

2. L'article 81 devrait être rédigé comme suit :

"Article 81.-

L'article 100bis, inséré dans le Code pénal par la loi du 28 juillet 1934, est remplacé par la disposition suivante :

> "Article 100bis. Les dispositions du livre premier sont appliquées ..."

3. L'article 80 du projet devrait faire l'objet de l'article 82 et être rédigé comme suit :

.../...

"Article 82.-

Les articles 135sexies à 135octies, rédigés comme suit, sont insérés dans le même Code :

"Article 135sexies. ...

Article 135septies. ...

Article 135octies. ...".

4. Au sujet de l'article 82 du projet, le Conseil d'Etat renvoie à l'observation générale I ci-dessus.

5. L'article 83 du projet devrait être complété par l'abrogation des divers textes, que le projet rend sans objet.

Le texte suivant est proposé :

"Article 83.-

Sont abrogés :

1° le décret des 4-5 mai 1972 relatif aux prisonniers de guerre;

2° l'article 2 du règlement relatif aux prisonniers de guerre, approuvé par la loi des 3-7 août 1792;

3° l'article 65, alinéas 3 à 7, et l'article 74, alinéa 3, du décret du 24 décembre 1811 relatif à l'organisation et au service des états-majors des places;

4° le code pénal pour l'armée de mer, du 20 juillet 1814;

5° l'article 272 du Code de procédure, pour l'armée de terre, du 20 juillet 1814;

6° l'arrêté du Prince souverain des Pays-Bas unis du 21 août 1814 portant que les règlements pour les troupes hollandaises seront mis en vigueur, pour les troupes belges au 1er septembre, en tant qu'il met en vigueur le Code pénal pour l'armée de mer, du 20 juillet 1814;

7° l'arrêté royal du 31 octobre 1815 relatif aux délits commis par des militaires, modifié par la loi du 14 janvier 1975;

8° la loi du 12 décembre 1817 établissant des peines contre ceux qui, n'étant pas soumis à la juridiction militaire, favorisent la désertion d'individus appartenant aux armées de terre ou de mer, modifiée par la loi du 24 mars 1846;

9° l'arrêté royal du 16 novembre 1829 interprétatif de la loi du 12 décembre 1817, en ce qui concerne les bateliers et pontonniers qui favorisent la désertion;

10° l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement provisoire du 27 octobre 1830 sur l'organisation provisoire de l'armée belge, modifié par la loi du 14 janvier 1975;

11° l'arrêté royal du 30 avril 1832 portant règlement pour la marine;

12° l'article 57 du Code pénal;

13° la loi du 27 mai 1870 contenant le Code pénal militaire, modifié par la loi du 4 août 1914, par les arrêtés-loi du 11 octobre 1916 et du 14 septembre 1918 et par les lois du 24 juillet 1923, du 19 juillet 1934, du 27 février 1958, du 30 juin 1961 et du 5 avril 1963;

14° l'arrêté royal du 12 décembre 1870 qui est relatif à la mise à exécution du Code pénal militaire;

15° l'arrêté-loi du 13 novembre 1915 qui est relatif aux mutilations volontaires, modifié par l'arrêté-loi du 11 octobre 1916;

16° l'arrêté-loi du 5 janvier 1916 qui est relatif à la milice nationale;

17° l'article 7 de l'arrêté-loi du 14 septembre 1918 qui apporte des modifications à la législation pénale;

18° l'article 7, 8° du Code électoral, modifié par la loi du 26 juin 1970;

19° l'article 107 des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962.

Algemene opmerkingen.

I. Verscheidene bepalingen uit hoofdstuk I van de in de wet van 15 juni 1899 opgenomen titel I van het Wetboek van militaire strafvordering zeggen welke personen onder het militaire strafrecht vallen. Die bepalingen, welke in feite het toepassingsgebied van het militaire strafrecht aangeven, zijn kennelijk strafrechtelijke bepalingen, geen procedureregelen.

Ofschoon thans, naar de gemachtigden van de Regering hebben verklaard, aan de herziening van de militaire strafvordering wordt gewerkt, is niet bekend of die herziening samen met die van het militaire strafrecht tot stand zal kunnen komen.

De gelegenheid die het onderhavige ontwerp biedt zou men dan ook moeten benutten om opnieuw het noodzakelijke onderscheid te maken tussen de begrippen strafrecht en strafvordering. De strafrechtelijke bepalingen die in het Wetboek van militaire strafvordering staan, zouden derhalve nu reeds daaruit moeten worden gelicht om een plaats te krijgen in het ontworpen Strafwetboek waarover 's Raads advies thans wordt gevraagd.

Voor het overige zouden de bepalingen van het Wetboek van militaire strafvordering die daarin behouden moeten blijven, alsook de bepalingen van de bijzondere wetten betreffende de militaire strafvordering, moeten

.../...

worden herzien, met de bedoeling dat ze in overeenstemming komen met het toekomstige Militair Strafwetboek. Dat geldt onder meer voor de artikelen 9, 13, 15, 22 (waarvan de wijziging wordt voorgesteld in artikel 82 van het ontwerp) van het Wetboek van militaire strafvordering, en voor artikel 7 van de wet van 25 juni 1921 betreffende de rechtspleging bij verstek voor het militaire gerecht.

II. In verscheidene artikelen werkt het ontwerp met de term "de militair", zonder dat enige bepaling van het toekomstige Wetboek, evenmin trouwens als van enige andere wet, volledig en nauwkeurig aanduidt welke staatsburger met die benaming wordt bedoeld.

Onderzoek van het ontwerp.

Artikel 1.

Ter wille van de algemene overeenstemming dient te worden gelezen :

"Bij gebreke van andersluidende bepalingen is het eerste boek van het Strafwetboek, hoofdstuk VII en artikel 85 niet uitgezonderd, toepasselijk op de in dit Wetboek omschreven misdrijven".

Artikel 2.

Bedoelt de Regering niet dat de overheid die met de uitvoering van de doodstraf is belast, een recht tot oordelen zal hebben inzake de bijstand van een bedienaar van de eredienst of van een lekenconsulent, maar wil zij

.../...

integendeel de veroordeelde een recht op die bijstand verlenen, dan moeten de woorden "mag worden begeleid" in het tweede lid worden vervangen door "wordt begeleid".

Artikel 3.

Duidelijkheidshalve redigere men het eerste lid van dit artikel als volgt :

"Onder de voorwaarden welke de Koning bepaalt, en in afwijking van de artikelen 26 en 29 van het Strafwetboek, kunnen de straffen ... Dit geldt ook ... andere personen die in ... door een militair gerecht veroordeeld zijn".

Artikel 4.

De regelingen inzake "periodes van beperkte hechtenis en weekeindarrest" zijn niet bij wets- of verordeningsbepalingen, maar bij ministeriële omzendbrieven ingevoerd.

Om te vermijden dat de tekst handelt over wijzen van tenuitvoerlegging van straffen waarvoor geen rechtsgrond voorhanden is, stelt de Raad voor artikel 4 als volgt te redigeren :

"Artikel 4.-

Behoudens andersluidende wetsbepalingen en met uitzondering van de gevallen waarin het toegepaste penitentiaire stelsel het verloop van de normale dienst niet kan hinderen, wordt de duur van een door de veroordeelde ...".

.../...

Artikel 5.

In § 2 moet het woord "Enkel" vervallen. De bedoeling van de Regering lijkt te zijn, artikel 123sexies van het Strafwetboek toepassing te doen vinden, hetgeen afwijkt van § 1.

Artikel 6.

Het tweede lid van dit artikel doet de vraag rijzen of, bij ontzetting van de rechten opgesomd in artikel 31, 1° of 6°, de ontneming van de graad en de wegzending uit het leger worden "opgeschort tot de herroeping van het uitstel" wanneer die straf is uitgesproken met uitstel, terwijl ook andere ontzettingen zouden zijn uitgesproken zonder uitstel.

Verscheidene wetsbepalingen stellen immers dat ontneming van de graad van rechtswege volgt uit : "... de onvoorwaardelijk uitgesproken levenslange of tijdelijke ontzetting van een der rechten opgesomd in artikel 31 van het Strafwetboek" (wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroeps- en reserveofficieren, artikelen 11 en 60; - wet van 27 december 1961 houdende statuut van de onderofficieren van het actief kader der land-, lucht-, en zeemacht, artikelen 14 en 52), en dat van de dienst uitgesloten wordt : "... wie, bij ontzetting of vervallenverklaring, het recht verloren heeft om in het leger te dienen ..." (dienstplichtwetten gecoördineerd op 30 april 1962, artikel 15).

.../...

Vat men artikel 6, tweede lid, geheel letterlijk op, dan komt men tot de paradoxale toestand dat een veroordeling zonder uitstel tot een van de ontzettingen bedoeld in artikel 31, 2° tot 5°, van het Strafwetboek, van rechtswege ontneming van de graad mee zou brengen, terwijl, als boven die straffen ook nog ontzetting - met uitstel - van de in 1° of 6° van dat artikel genoemde rechten werd uitgesproken, de ontneming van de graad en de wegzending uit het leger "opgeschort" zouden worden.

Volgens de Regering, aldus haar gemachtigden, zal geen ontneming van de graad en geen wegzending uit het leger volgen uit een veroordeling waarbij ontzetting van de in artikel 31, 1° of 6°, van het Strafwetboek opgesomde rechten niet of slechts met uitstel uitgesproken is. De redactie van artikel 7 van het ontwerp moet dan ook worden herzien; tevens moeten de hiervoren aangehaalde wetsbepalingen zo worden gewijzigd dat ze in overeenstemming zijn met artikel 6 van het ontwerp-Wetboek.

Artikel 7.

Deze bepaling straft als medeplichtige aan een misdaad of een wanbedrijf de meerdere die, bevoegd om een ondergeschikte te verhinderen een misdaad of wanbedrijf te plegen in de uitoefening van zijn functies "of in een militair milieu", verzuimt zijn gezag aan te wenden of de bevoegde overheid te verwittigen.

.../...

Aangezien strafbepalingen strikt moeten worden uitgelegd moet een definitie van "militair milieu" worden gegeven.

De gemachtigden van de Regering hebben verklaard dat het niet mogelijk is die term nauwkeurig te omschrijven. Zij hebben ermee ingestemd hem te vervangen door "milieu dat onder militair gezag staat".

Artikelen 8 tot 12.

Deze artikelen zouden vooraan in het Wetboek moeten komen, in een hoofdstuk dat gewijd is aan de omschrijving van de gebruikte termen.

Artikel 9.

Men leze : "Bondgenoot van België in de zin van dit Wetboek is elke Staat..., alsook elke Staat die ...".

Artikel 11.

Uit de tekst noch uit de memorie van toelichting kan worden opgemaakt wat moet worden verstaan onder "eenheid die spoedig slaags kan geraken met de vijand". Wordt in de tekst geen nauwkeurige omschrijving gegeven, dan zou althans de memorie meer bijzonderheden kunnen verstrekken, eventueel met voorbeelden.

.../..

Ter zake van de tekst hebben de gemachtigden van de Regering zich akkoord verklaard met de volgende lezing : "... tot een eenheid die met de vijand slaags is of spoedig slaags kan raken of door hem wordt aangevallen".

Opschrift van hoofdstuk II.

Voorgesteld wordt : "Schending van militaire verplichtingen".

Artikel 13.

Op de vraag of dit artikel zowel in tijd van vrede als in tijd van oorlog toepassing vindt op het in fine bedoelde geval, hebben de gemachtigden van de Regering bevestigend geantwoord. De tekst zou dat met zoveel woorden moeten zeggen en de memorie van toelichting zou in overeenstemming moeten worden gebracht.

Artikel 14.

Het tweede lid zou beter beantwoorden aan de bedoeling van de Regering, zoals die aan de Raad van State kenbaar is gemaakt, indien het als volgt luidde : "Deserteur is echter niet de militair die zijn eenheid heeft verlaten met de bedoeling zich aan de verplichting tot militaire dienst te onttrekken, maar zich binnen 24 uur bij zijn eenheid heeft gevoegd of het voornemen daartoe te kennen heeft gegeven".

.../...

Artikel 15.

Het tweede van de drie in dit artikel genoemde gevallen zou duidelijker zijn in de volgende lezing : "hetzij wanneer hij weet dat zijn eenheid een gewapende operatie uitvoert waaraan hij moet deelnemen".

Naar aan de Raad van State is verklaard, bedoelt de Regering met "vreemde krijgsmacht" aan het slot van het artikel, enige andere krijgsmacht dan de Belgische.

Artikel 16.

Dit artikel herhaalt gedeeltelijk artikel 107 van de op 30 april 1962 gecoördineerde dienstplichtwetten. De gemachtigden van de Regering hebben ermee ingestemd dat dit laatste, dat door artikel 83, 6°, van het ontwerp wordt opgeheven, in zijn geheel wordt overgenomen in artikel 16 van het ontwerp.

Artikelen 17 en 18.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Artikel 17.-

Aan desertie naar de vijand is schuldig en met de dood wordt gestraft de militair die overloopt naar de vijand.

.../...

Artikel 18.-

Aan desertie tegenover de vijand is schuldig en met opsluiting wordt gestraft de militair die, in aanwezigheid van de vijand, zijn eenheid verlaat".

De gemachtigden van de Regering hebben zich met deze redactie akkoord verklaard.

Artikel 19.

Naar aan de Raad van State is verklaard, straft dit artikel de aanlegger van een samenspanning die desertie tot doel en tot gevolg heeft gehad.

De tekst zou derhalve moeten luiden :

"De aanlegger van een samenspanning tot desertie of tot ongeoorloofde afwezigheid van een of meer militairen, die gevolg heeft gehad, wordt gestraft ...".

Artikel 20.

Dit artikel moet worden geredigeerd overeenkomstig de tekst die voor artikel 19 is voorgesteld.

Artikel 21.

Voor de redactie van dit artikel volge men die van de besluitwet van 13 november 1915 ter aanvulling van het Militair Strafwetboek betreffende opzettelijke verminking, waarvan de opheffing hierna wordt voorgesteld.

.../...

Algemene opmerking bij de bepalingen van hoofdstuk III en van de volgende hoofdstukken :

/Ter wille van de algemene overeenstemming is het aan te bevelen de artikelen telkens te laten beginnen met de vermelding van de straf die op het erin bepaalde misdrijf staat, zoals in het Strafwetboek van 18 juni 1867 (Met ... wordt gestraft de militair die ...)./

Artikel 22.

Het op een na laatste misdrijf waarop dit artikel straf stelt, kan overeenkomstig de door de gemachtigden te kennen gegeven bedoeling van de Regering beter als volgt worden omschreven :

"- de oorzaak is dat de vijand onder zijn bevel staande manschappen gevangen neemt of een vitaal gedeelte van het gevechtspotentieel waarvoor hij verantwoordelijk is, buitmaakt".

Voor de formulering van het laatste door dit artikel gestrafte misdrijf zou van de hierboven voorgestelde tekst moeten worden uitgegaan, ofwel zouden beide misdrijven in één tekst moeten worden behandeld.

.../...

Artikel 29.

Smaad van het leger is een nieuw en overigens vaag begrip. Is een omschrijving ervan niet mogelijk, dan zou de memorie van toelichting op zijn minst voorbeelden kunnen geven van hetgeen eronder moet worden verstaan.

Artikel 34.

De in het derde lid genoemde rechtvaardigingsgrond lijkt te ruim als men onder meer rekening houdt met de eisen van artikel 15 van het Europese Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens.

Die bepaling luidt : "In tijd van oorlog of in geval van enig andere algemene noodtoestand, welke het bestaan van het volk bedreigt, kan iedere Hoge Verdragsluitende Partij maatregelen nemen welke afwijken van zijn verplichtingen, ingevolge dit Verdrag, mits deze maatregelen niet verder gaan dan de toestand vereist en niet in strijd zijn met andere verplichtingen welke voortvloeien uit het internationale recht". Bovendien staat § 2 van artikel 15 niet toe dat wordt afgeweken van artikel 2 van het Verdrag wanneer het gaat om een krachtens het oorlogsrecht ongeoorloofd geachte doodslag, van artikel 3 (verbod van folteringen, onmenselijke of vernederende behandelingen of straffen) of van artikel 7.

.../...

Het Europese Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens doet dus een objectief criterium aan de hand, dat zich in allen gevalle verzet tegen de rechtvaardiging van sommige handelingen welke het verbiedt, met name van krachtens het oorlogsrecht ongeoorloofde opzettelijke doodslag, van foltering, of van onmenselijke of vernederende behandelingen.

Wie zich aan de tekst van artikel 34, derde lid, van de ontwerp-wet houdt, zou eruit kunnen afleiden dat het vitale belang van de natie de meerdere in geval van gewapende operatie rechtigt een bevel te geven dat tegen de internationaalrechtelijke regels ingaat.

Het derde lid zou dan ook moeten worden aangevuld met een bepaling, die zou kunnen luiden :

"Die rechtvaardigingsgrond wordt niet aanvaard als de bevolen maatregel in strijd is met de verplichtingen die uit het internationale recht volgen".

Die verduidelijking lijkt des te meer nodig, daar de overigens zeer uitvoerige memorie in haar toelichting op artikel 34, derde lid, in het geheel niets zegt over de grenzen welke het internationale recht stelt, inzonderheid in artikel 15 van het Europese Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens.

.../...

Artikel 49.

Bij deze bepaling is een soortgelijke opmerking te maken als bij artikel 34, derde lid, naar voren is gebracht, in zover zij aan de meerdere een algemeen recht over leven en dood verleent, met name om vluchtenden terug te roepen, een in aanwezigheid van de vijand of van een gewapende bende gepleegde muiterij te onderdrukken, of een einde te maken aan plundering, aan verwoesting, of aan een ernstige wanordelijkheid waardoor de veiligheid van een luchtschip of een zeevaartuig in gevaar kan worden gebracht. Daar moet aan toegevoegd worden dat de bepaling niet zegt tegen wie die uiterste maatregel kan worden genomen noch in welk verband of in welke graad degene tegen wie hij genomen wordt, aan de te onderdrukken wanordelijkheid moet hebben deelgenomen.

In het ergste geval zou een zodanige bepaling kunnen dienen voor het dekken van alle mogelijke afschikkingspraktijken, zelfs van terechtstellingen om een voorbeeld te stellen.

Voor artikel 49 van het ontwerp lijkt men uitgegaan te zijn van artikel 440 van de Franse "Code de justice militaire", dat luidt :

"Artikel 440.-

Est puni de six mois à cinq ans d'emprisonnement tout militaire qui, hors le cas de légitime défense de soi-même ou d'autrui, exerce des violences sur un subordonné. Toutefois, il n'y a ni crime ni délit si les

.../...

violences ont été commises à l'effet de rallier des fuyards en présence de l'ennemi ou de bande armée ou d'arrêter soit le pillage ou la dévastation, soit le désordre grave de nature à compromettre la sécurité d'un bâtiment de la marine ou d'un aéronef militaire.

Si par les circonstances dans lesquelles elles ont été commises ou par leurs conséquences, les violences constituent une infraction plus sévèrement réprimée par le Code pénal, elles sont punies des peines que ce code prévoit".

In verband met die bepaling heeft PAUCOT, advocaat-generaal bij het Franse Hof van cassatie, in zijn verslag aan het congres van Dublin in 1970 duidelijk gesteld, dat "geoorloofde gewelddaden" hoe dan ook in enge zin moeten worden opgevat en dat de meerdere die een militair het bevel zou geven de aanvoerder van een muiterij te fusilleren, zich niet op wettige wijze op dat artikel 440 zou kunnen beroepen :

"Tout militaire sait qu'il n'appartient à aucun chef de décider sans jugement de la mort d'un homme" (Revue de droit militaire et de droit de la guerre, 1971, I, p. 175).

Artikel 49 van het ontworpen Militair Strafwetboek verruimt echter in aanzienlijke mate de oplossing van artikel 440 van de Franse "Code de justice militaire" waar het doodslag en dus ook opzettelijk doden rechtvaardigt.

.../...

Artikel 54.

Vuurwapens staan niet op de lijst van de "voorwerpen van grote uitrusting". Artikel 54, eerste lid, zal dus geen toepassing vinden wanneer het verduisterde, verkwiste of niet voorgebrachte voorwerp een vuurwapen is; het tweede lid, dat begint met de woorden "Betreft het evenwel ..." en dus nauw aansluit bij het eerste lid, slaat dan ook op een geval dat zich niet zal kunnen voordoen.

Opdat de bedoeling van de Regering juist wordt weergegeven, leze men in het eerste lid :

"... de voorwerpen van zijn grote uitrusting of een van zijn wapens ..." als het een vuurwapen betreft;

"... afwezigheid uit zijn eenheid"; de term "eenheid" is immers omschreven in artikel 8, eerste lid, van het ontwerp.

De passus uit de memorie van toelichting betreffende dit artikel verwijst naar het tuchtreglement van 15 maart 1815. Dit is opgeheven bij artikel 49, 8°, van de wet van 14 januari 1975 houdende het ruchtreglement van de krijgsmacht. De verwijzing moet dus worden herzien.

Artikel 58.

Deze bepaling legt aan de militair die "misbruik maakt van de hem inzake militaire opeisingen toegekende macht", strengere straffen op dan artikel 30 van de wet

.../...

van 12 mei 1927 op de militaire opeisingen. Dat doet zij echter niet ten opzichte van de militair die "wederrechtelijk gebruik maakt van het opeisingsrecht", met andere woorden een vordering doet zonder daartoe bevoegd te zijn.

Ofschoon artikel 58 van het ontwerp volgens de memorie van toelichting vastgesteld is in navolging van de Franse "Code de justice militaire", wijkt het ervan af; artikel 443 van die "Code" stelt immers niet alleen straf op misbruik van macht maar ook op vordering zonder bevoegdheid daartoe.

Artikel 59.

Deze bepaling straft met gevangenisstraf van een maand tot drie jaar de militair die een van de voorschriften van de in België van kracht zijnde internationale overeenkomsten met betrekking, onder meer, tot de oorlogvoering overtreedt.

De opgelegde straf lijkt zeer licht als men ze vergelijkt met de voorzieningen van het ontwerp van wet betreffende het tegengaan van de ernstige inbreuken op de Overeenkomsten van Genève van 12 augustus 1949 (Kamer van Volksvertegenwoordigers, zitting 1962-1963, nr. 577).

Artikel 2 van dat wetsontwerp straft namelijk met de doodstraf de zwaarste overtredingen (1°, 2° en 3° van artikel 1) en met dwangarbeid van 15 jaar tot 20 jaar de

.../...

tweede reeks overtredingen (4°, 5°, 6°, 7° en 8° van hetzelfde artikel), terwijl de onder 9° vermelde overtreding wordt gestraft met dwangarbeid van 10 jaar tot 15 jaar.

Wel maakt artikel 59 van het ontwerp gewag van "strengere strafbepalingen", waartoe de bepalingen van ontwerp nr. 577 zouden behoren als zij van kracht mochten worden. De gemachtigde van de Regering heeft verklaard dat artikel 59 van het ontworpen Militair Strafwetboek slechts toepassing zou vinden op de overtredingen van de bepalingen van de Overeenkomst van Genève, die als de minst zware worden beschouwd en waarvan in de memorie van toelichting een aantal voorbeelden zijn gegeven.

Zolang de bepalingen van ontwerp 577 echter niet in werking zijn getreden, zal artikel 59 van het ontwerp, buiten de gevallen waarin het gemeen strafrecht zou kunnen gelden, de enige strafbepaling zijn die op schending van de regelen van de Overeenkomst van Genève van 1949 toepassing kan vinden. De gestelde straf lijkt niet evenredig te zijn aan de ernst van veel van die misdrijven.

De Raad van State meent dan ook dat vóór - of tegelijk met - het Militair Strafwetboek het wetsontwerp 577 in werking moet worden gesteld.

.../...

Voor zover België andere internationale verdragen betreffende een der in artikel 59 van het ontworpen Militair Strafwetboek genoemde onderwerpen mocht sluiten, zou de Regering ook moeten oordelen of het niet opportuun is, aan de Wetgevende Kamers een ontwerp van strafbepalingen voor te leggen waarin de straf in verhouding zou staan tot de zware overtredingen van die verdragen, aangezien de Regering, naar aan de Raad van State is verklaard, de minder zware overtredingen onder de toepassing van artikel 59 van het Militair Strafwetboek bedoelt te brengen.

Artikel 64.

"Vijand" slaat volgens de begripsomschrijving die in artikel 10 van het ontwerp is gegeven, niet op enkelingen.

Derhalve wordt voorgesteld de term "vijand" te vervangen door "onderdaan van een land waarmee België in oorlog of in gewapend conflict is".

Artikel 64 zou dan als volgt worden gelezen :

"Artikel 64.-

De militair die een onderdaan van een land waarmee België in oorlog of in gewapend conflict is, dwingt aan een krijgsverrichting tegen zijn eigen land deel te nemen of de uitvoering ervan te bevorderen, wordt gestraft met opsluiting.

.../...

Er is echter geen misdrijf als die onderdaan op het ogenblik van de feiten, eveneens de Belgische nationaliteit bezit of krachtens de Belgische wet aan de militaire verplichtingen onderworpen is".

Artikelen 80 en volgende.

1. De tekst van artikel 2 van de wet van 24 maart 1846 betreffende het verkopen van militaire voorwerpen moet met de nieuwe bepalingen in overeenstemming worden gebracht. Voorgesteld wordt :

"Artikel 80.-

Artikel 2 van de wet van 24 maart 1846 betreffende het verkopen van militaire voorwerpen, gewijzigd bij de wet van 14 januari 1975, wordt door de volgende bepaling vervangen :

> "Artikel 2. De medeplichtigen aan het in artikel 1 omschreven wanbedrijf worden gestraft met dezelfde straffen als de daders; op personen die aan de militaire wetten onderworpen zijn, vinden echter toepassing de artikelen 51 tot 54 van het Militair Strafwetboek alsook artikel 21, § 2, 1°, en artikel 22, § 1, van de wet van 14 januari 1975 houdende het tuchtreglement van de Krijgsmacht".

2. Artikel 81 zou als volgt moeten worden geredigeerd :

.../...

"Artikel 81.-

Artikel 100bis van het Strafwetboek, aldaar ingevoegd bij de wet van 28 juli 1934, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 100bis. De bepalingen van het eerste boek worden toegepast op ...".

3. Artikel 80 van het ontwerp zou artikel 82 moeten worden, als volgt :

"Artikel 82.-

In hetzelfde Wetboek worden de artikelen 135sexies tot 135octies ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 135sexies ...

Artikel 135septies ...

Artikel 135octies ...".

4. Met betrekking tot artikel 82 van het ontwerp moge de Raad van State verwijzen naar de hiervoren gemaakte algemene opmerking I.

5. In artikel 83 van het ontwerp zouden nog een aantal, door het ontwerp overbodig gemaakte teksten opgeheven moeten worden.

.../...

Voorgesteld wordt :

"Artikel 83.-

Opgeheven worden :

1° het decreet van 4-5 mei 1792 betreffende de krijgsgevangenen;

2° artikel 2 van het reglement betreffende de krijgsgevangenen, goedgekeurd bij de wet van 3-7 augustus 1792;

3° artikel 65, derde tot zevende lid, en artikel 74, derde lid, van het decreet van 24 december 1811 "betrekkelijk tot d'Organisatie en den Dienst van de Etats-majors der Plaetzen";

4° het Strafwetboek voor de zeemacht, van 20 juli 1814;

5° artikel 272 van de rechtspleging bij de landmacht, van 20 juli 1814;

6° het besluit van de Soevereine Vorst der Verenigde Nederlanden van 21 augustus 1814 houdende dat de reglementen voor de Hollandse troepen in werking worden gesteld voor de Belgische troepen op 1 september, in zover het het Strafwetboek voor de zeemacht van 20 juli 1814 in werking stelt;

7° het koninklijk besluit van 31 oktober 1815 betreffende de misdrijven gepleegd door militairen, gewijzigd bij de wet van 14 januari 1975;

8° de wet van 12 december 1817 houdende bepaling van straffen tegen degenen die, niet aan de militaire rechtsdwang onderworpen, de desertie van het krijgsvolk begunstigen, gewijzigd bij de wet van 24 maart 1846;

.../...

9° het koninklijk besluit van 16 november 1829 houdende uitlegging van de wet van 12 december 1817 wat betreft de schippers en pontonniers;

10° artikel 5 van het besluit van het Voorlopig Bewind van 27 oktober 1830 op de voorlopige organisatie van het Belgisch leger, gewijzigd bij de wet van 14 januari 1975;

11° het koninklijk besluit van 30 april 1832 houdende reglement voor de zeemacht;

12° artikel 57 van het Strafwetboek;

13° de wet van 27 mei 1870 houdende het Militair Strafwetboek, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1914, bij de besluitwetten van 11 oktober 1916 en 14 september 1918 en bij de wetten van 24 juli 1923, 19 juli 1934, 27 februari 1958, 30 juni 1961 en 5 april 1963;

14° het koninklijk van 12 december 1870 dat betrekking heeft op de tenuitvoerlegging van het Militair Strafwetboek;

15° de besluitwet van 13 november 1915 betreffende opzettelijke verminking, gewijzigd bij de besluitwet van 11 oktober 1916;

16° de besluitwet van 5 januari 1916 die betrekking heeft op de nationale militie;

.../...

17° artikel 7 van de besluitwet van 14 september 1918 tot wijziging van de wetgeving in strafzaken;

18° artikel 7, 8°, van het Kieswetboek, gewijzigd bij de wet van 26 juni 1970;

19° artikel 107 van de dienstplichtwetten, gecoördineerd op 30 april 1962".

La chambre était composée de

Messieurs : J. MASQUELIN, président,
de Heren : voorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
J. van den BOSSCHE, staatsraden,

R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,

F. RIGAUX, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. MASQUELIN.

Le rapport a été présenté par M. A. COURTEJOIE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. MASQUELIN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. COURTEJOIE, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. TRUYENS.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. MASQUELIN.